

Alexandra BELLAYER-ROILLE

née le 7 janvier 1972 à Laval (53)

Alexandra.Bellayer-Roille@diplomatie.gouv.fr

alexandrabelayerroille@yahoo.fr

✉ 66 rue des Mathurins - 75008 Paris

☎ +33 (0)1 53 69 36 57

Conseiller Droit de la mer et délimitations maritimes (DJ-MAEDI)
Maître de conférences de droit public – Habilité à diriger des recherches (HDR)

■ Cursus universitaire

24/06/2009 : **Habilitation à diriger des recherches (HDR),**
« *Droit européen et international de la sécurité et de la sûreté maritimes* »
Université de Rennes 2.

1995-1999: **Thèse de doctorat (droit public)**

soutenue le 8 octobre 1999 portant sur "*Le transport maritime et les politiques de sécurité de l'Union européenne*", sous la dir. des Prs *Danielle Charles-Le Bihan* et *Joël Lebullenger* - CEDRE (Centre de recherches européennes IODE UMR CNRS 6050) - Faculté de droit de l'université de Rennes I - Mention *Très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité*. Prix de thèse 2000 de la Faculté de droit de Rennes 1. Thèse publiée aux éditions Apogée de Rennes.

1994-1995 : **Diplôme d'études approfondies (DEA) de droit communautaire**
mention *Bien* - Faculté de droit de l'université de Rennes 1

1993-1994 : **Maîtrise de droit des affaires**
mention *Assez Bien* - Faculté de droit du Mans

1992-1993 : **Licence de droit**
équivalence mention *Bien* - (Programme ERASMUS)
Faculté de droit de Santiago de Compostela (Galice - Espagne)

Diplôme ECLE (*Espagnol Como Lengua Extranjera*)
Faculté de Salamanca (Espagne)

1990-1992 : **DEUG de droit**
1^{ère} et 2^{nde} années - mention *Bien* - Faculté de droit de Laval

■ Situation et expériences professionnelles

- ☞ depuis le 1^{er} sept. 2015 : **Conseiller Droit de la mer et Délimitations maritimes**
Direction des affaires juridiques – DJ/mer – MAEDI (Invalides)
- ☞ 1^{er}/09/12 au 31/08/15 : **Conseiller de coopération et d'action culturelle (COCAC)**
Ambassade de France à Caracas (Venezuela), détachée auprès du MAEDI.
- ☞ 1^{er}/09/09 au 31/08/12 : **Conseiller de coopération et d'action culturelle adjoint
Attaché de coopération scientifique et universitaire**
Ambassade de France à Lima (Pérou), détachée auprès du MAEE
- ☞ 1^{er}/02/08 au 31/08/09 : **Direction du Bureau CNRS Asie du Sud-Est
Chargée de mission régionale en SHS**
Accueil en délégation au Bureau CNRS Asie du Sud-Est, à Hanoi (Vietnam)
- ☞ depuis sept. 2000: **Maître de conférences de droit public (HDR depuis 2009)**
Université de Rennes 2
- ☞ 1997-1999: **Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)**
Université de Rennes 1
- ☞ 1996-1997: **Chargée de TD (ATV)**
Université de Rennes 1

■ Compétences

Responsabilités en matière de coopération internationale

1. Conseiller juridique en Droit de la mer et des délimitations maritimes : DJ/mer - MAEDI

- Analyse et traitement des dossiers relatifs au droit de la mer, aux délimitations maritimes, au Tribunal international du droit de la mer, aux épaves, aux câbles sous-marins et à la recherche scientifique marine etc.,
- Préparation et mise en oeuvre des négociations internationales en matière de délimitations maritimes,
- Elaboration des avis juridiques sur les projets de campagnes scientifiques marines,
- Consultations diverses en matière de droit de la mer,
- Veille juridique et analyse de la jurisprudence en matière de droit de la mer,
- Représentation de la DJ/mer dans diverses réunions inter-services et instances internationales,
- Développement et animation des relations avec le SHOM, l'Etat-Major de la Marine nationale, le Secrétariat général de la mer, le Ministère des Outre-mers, les postes diplomatiques, etc.
- Mise en place et suivi des actes de publication (publications des décrets, notification aux NU etc.).

2. Conseiller de coopération et d'action culturelle : Ambassade de France au Venezuela

- Direction du Service de coopération et d'action culturelle de Caracas composé de 11 personnes (Cocac, 3 cadres expatriés, 1 VIA, 6 ADL),
- Conseils à l'Ambassadeur en matière de : coopération scientifique, universitaire, mobilité étudiante, formation technique, linguistique, éducative, politique du livre, culturelle, coopération décentralisée, questions transversales/enjeux globaux (climat, sécurité alimentaire, patrimoine culturel, énergie électrique/eau) etc.,
- Articulation des actions avec l'ensemble des autres services de l'ambassade,
- Conception et mise en œuvre de la programmation annuelle dans les divers domaines de compétences du Scac,
- Développement d'un réseau d'interlocuteurs locaux diversifié (publics et privés) et activités diverses de représentation,
- Participation aux divers formats de groupes de coopération animés par la délégation de l'UE et actions communes (ex : Task force climat, coopération, débats d'idées/culture etc.),
- Stratégie et mise en œuvre des opérations de levée de fonds (mécénat : 150 000 euros),
- Responsabilité du Lycée français de Caracas (AEFE), de l'école Total (MLF) et de Campus France,
- Coordination du Réseau des Alliances Françaises du Venezuela (10 villes) en relation avec la DGAF et mise en place des conventions d'objectifs et de moyens avec chaque AF,
- Impulsion et animation du travail en équipe au sein du Scac,
- Gestion financière (475 000 euros), administrative et des ressources humaines du Scac,
- Exemples d'actions 2014-2015 : préparation de la prochaine Commission bilatérale de haut niveau en France, organisation de la « Semaine sur le climat » - Pré-COP sociale, création d'une école doctorale franco-vénézuélienne en matière de climat et développement durable, création d'un club alumni élargi au Venezuela, Plan d'action Tourisme, conception et lancement de la « 1^{ère} Semaine de la France », diverses opérations culturelles, mise en œuvre conjointement avec la DAC Martinique d'une programmation antillaise etc.), développement des débats d'idées (dans un contexte local tendu et dégradé) etc.

3. Conseiller de coopération et d'action culturelle adjoint : Ambassade de France au Pérou

Coopération universitaire et scientifique :

- Pilotage des actions de coopération universitaire et scientifique, collaboration avec l'IFEA et l'IRD, coordination des Espaces Campus France, préparation du passage à la procédure CEF, montage juridique et financier en l'absence d'EAF (hors IFRE), Salons Campus France,
- Accompagnement de nombreuses missions universitaires, facilitation des accords de coopération, réseautage universitaire et scientifique,
- Création d'une Ecole doctorale franco-péruvienne en sciences de la vie,
- Conception et exécution de nouveaux programmes de bourses cofinancées par des partenaires péruviens publics et privés et création de nouveaux programmes de bourses propres de l'ambassade,
- Suivi ENA, ENM, Sciences Po et boursiers BGF, participations à divers jurys et inauguration de colloques/séminaires scientifiques.

Coopération sectorielle :

- Développement de la coopération judiciaire (ENM) et administrative (ENA),
- Coopération au développement : suivi des actions de certaines ONG françaises au Pérou,
- Coopération linguistique en lien avec la coopération universitaire et en partenariat avec les AF.

Coopération culturelle :

- Organisation de diverses manifestations culturelles du SCAC (Concerts, expositions, Francophonie, concours divers ...),
- Point focal des échanges portant sur la restitution des biens culturels au Pérou,
- Elaboration et mise en œuvre des contrats d'objectifs et de moyens culturels avec les Alliances Française du Pérou,

Débat d'idées :

- Organisation de séminaires, colloques et ateliers internationaux (ex : « Lieux de mémoire - Commission de la vérité au Pérou », « 1ères Journées franco-péruviennes de la mer » (Escale de la Jeanne d'Arc), Journée « Regards croisés sur l'UE - 60^{ème} anniversaire de la déclaration Schuman », Séminaire sur les intégrations régionales en Amérique du Sud ...).

Gestion financière :

- Conception, saisie et gestion Prisme et consommation de la programmation du SCAC, suivi financier avec le SAFU/SCG,
- Contrôle budgétaire et exercice Budget-pays.

Fonctions internes au Poste :

- Préparation des notes d'évènements et discours pour l'Ambassadeur, organisation de missions en province, suivi des demandes de visas étudiants avec le Consulat, participation aux réunions de services, participation et/ou direction des réunions du SCAC et du réseau de coopération français.

4. Direction de délégation régionale du CNRS et responsable de diplôme universitaire : Vietnam

- **du 1er sept. 2008 au 31 août 2009** : Direction du Bureau CNRS - Asie du Sud-Est au Vietnam.

Fonctions : Représentation du CNRS, médiation institutionnelle entre le CNRS et les institutions scientifiques et politiques locales, veille scientifique, soutien au montage de programmes scientifiques (ex : suivi d'un LIA en physique des particules, GDRI en biodiversité et maladies infectieuses) et à la mobilité des chercheurs, développement des relations internationales du CNRS, concertation étroite avec le SCAC, gestion administrative et financière du Bureau. Relations avec l'IRD, le CIRAD, l'EFEO, FSP Sciences sociales, FSP-PUF et l'ambassade.

Evènements : Organisation du 25^{ème} anniversaire de la coopération CNRS - Académie des sciences vietnamienne et accueil d'une mission présidentielle du CNRS du 4 au 6 décembre 2008, organisation conjointe avec le SCAC de la « Semaine française de la science » (déc. 2008), organisation d'écoles thématiques de haut niveau, « Ecoles de Do Son », (ex: biologie marine en mars 2009).

Collaboration : Lancement du projet d'université des sciences et technologie de Hanoi (USTH) avec appui français (SCAC/DGM/DREIC/Organismes de recherche) - phase initiale.

- **1^{er} février 2008 au 31 août 2009** : Chargée de mission régionale pour le département SHS du CNRS auprès du Bureau Asie du Sud-Est. Etude de faisabilité de la création d'un centre de recherches scientifiques en SHS au Vietnam. Analyse du terrain SHS, rencontres avec les

partenaires, organisation d'une « Journée d'échanges scientifiques en SHS » (8 avril 2008) à Hanoi, montage d'un GDRI "Intégrations régionales", etc.

- **avril 2007 au 31 août 2009** : Responsable de la création d'un Master 2 pluriculturel "Etudes des relations économiques euro-asiatiques" de l'université de Rennes 2, délocalisé à Hanoi au Vietnam. Ouverture en sept. 2009. Elaboration des conventions de partenariat universitaire. Recherche co-financements. Montage des dossiers AUF, UE (module Jean Monnet), MESR, MEF Vietnamien. Concertation FSP Pôle universitaire français (PUF) de Hanoi et ACU de l'Ambassade à Hanoi. Organisation mission présidentielle de l'université de Rennes 2 en décembre 2008 et mars 2009 (Vietnam, Laos, Cambodge).

Activités professionnelles : Outre-mer

- **2000 à 2008** : Chercheur associé au sein du Centre de recherches sur les Pouvoirs locaux dans la Caraïbe (CRPLC), Université des Antilles et de la Guyane (UAG), Martinique (2000-2008) et Membre titulaire de la commission de spécialistes de droit public de l'UAG (2004 à 2008).

- **à partir de 1998** : Création de trois librairies en Martinique (Fort-de-France), Guadeloupe (Pointe-à-Pître) et Guyane (Cayenne) et d'une maison d'édition locale (Caraïbeditions).

- **15 ans** d'expérience de vie dans les trois départements français d'Amérique (DFA) : Très bonne connaissance des sociétés ultra-marines, en particulier de la Guyane et de la Martinique (aux niveaux politique, économique, social, éducatif/universitaire et culturel).

Activités d'expertise

1. "*Etude de réforme du cadre institutionnel et réglementaire du secteur des transports en République démocratique du Congo*", Etude juridique comparée de la réglementation nationale, régionale et internationale en matière maritime, fluviale et lacustre, Programme multisectoriel d'urgence de réhabilitation et de reconstruction (PMURR), Banque Mondiale/CATRAM Consultants, juillet 2005, 40 p.
2. « *Audit : décentralisation portuaire en Bretagne* », Etude juridique relative à la réglementation communautaire en matière portuaire et maritime, Conseil régional de Bretagne et Préfecture de Région Bretagne/CATRAM Consultants, mars 2004 à janvier 2005, 50 p.
3. « *Les "autoroutes de la mer" : ligne atlantique* », Etude juridique relative à la réglementation communautaire en matière d'aides publiques appliquée aux transports maritimes, direction des Transports maritimes, des Ports et du Littoral (DTMPL), ministère de l'Equipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer/CATRAM Consultants, février à juin 2004, 30 p.
4. « *La politique maritime au Liban* », Etude juridique relative à l'administration maritime, au registre maritime, au contrôle par l'Etat du port et du pavillon et à une garde-côtière au Liban, Programme d'assistance à la réhabilitation de l'administration libanaise (ARLA), Communauté européenne/CATRAM Consultants, juillet 2002, 36 p.

Responsabilités universitaires, scientifiques et administratives en France et à l'étranger

Charges d'enseignement :

☞ Cours à l'université de Rennes 2 :

- Introduction au droit public (Licence 1),
- Droit des relations internationales (Licence 2),
- Relations transatlantiques (Licence 2)
- Droit de la citoyenneté européenne (Licence 3),
- Droit de la fonction publique (Licence 3 Pro et Master 1)
- Droit institutionnel de l'Union européenne (Licences 2 et 3 et Master 2),
- Construction communautaire (Licence 2 et Master 1),
- Droit de la décentralisation (Licence 3 et Master 1),
- Conférences de culture politique: La justice pénale internationale et la PESD (Licences 2 et 3)
- Encadrement de mémoires (Licence et Master 2).

☞ Cours et Séminaires hors l'université de Rennes 2 :

- Faculté de droit / Sciences Po Rennes 1: cours sur la « Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) », Master 2 Politiques européennes, 2005 à 2008,
- Sciences Po Rennes 1: séminaires portant sur la « Politique européenne de sécurité et de défense (PESD), la Lutte contre la criminalité, la Politique de coopération au développement et la Politique humanitaire de l'Union européenne », Préparation ENA, IEP de Rennes, 2005 à 2008,

Université de Rennes 1 (CEDRE): encadrement de mémoires (Masters 2 de droit communautaire), 1998 à 2008,

- Faculté de droit de Brest (UBO) : cours sur « La politique de sécurité et de sûreté maritimes de l'Union européenne », Master 2 Droit des espaces et des activités maritimes, 2003 à 2008,
- Pologne (Varsovie): formation en droit communautaire général, Programme de jumelage institutionnel PHARE, Sénat français / SEJM polonais, sept. 2002, janvier 2003 et mai 2003,
- Macédoine (Skopje) : cours dispensé dans le cadre du réseau européen TEMPUS à la Faculté de langues sur « La libre circulation des marchandises et la politique de concurrence dans le marché intérieur », DESS Langues et commerce international, novembre 2003,
- Martinique : cours de "Culture européenne" à l'Institut supérieur de la Caraïbe et cours de Droit européen des affaires à l'Ecole internationale des affaires et du management, 1999-2000,
- Pologne (Lodz) : cours dispensé dans le cadre du réseau européen TEMPUS à l'Institut européen sur la Politique communautaire de l'environnement, juin 1996,
- Roumanie (Bucarest) : cours dispensé dans le cadre du réseau européen TEMPUS à l'Institut d'agronomie de Bucarest sur la « Politique agricole commune (PAC) et les implications environnementales », mars 1996 et octobre 1996.

Charges d'administration :

- **de juin 2005 à février 2008:** Membre du conseil d'administration de l'Institut des sciences sociales et du travail de l'Ouest (ISSTO), université de Rennes 2.
- **avril 2005 à juin 2008:** Responsable pédagogique de la Licence 1^{ère} année AES de l'université de Rennes 2.
- **de sept. 2003 à juin 2008 :** Coordination de l'unité d'enseignement de diversification (UED) en géopolitique (Licences 2 et 3).
- **de sept. 2002 à août 2008 :** Responsable de la section droit public de l'université de Rennes 2.
- **de sept. 2001 à juin 2004:** Membre du conseil d'administration du service universitaire d'information et d'orientation (SUIO) de l'université de Rennes 2.

Langues

- Anglais, Espagnol

■ Publications scientifiques

Articles - Ouvrages :

1. « **Le droit de la mer et les îles** », Annuaire de droit maritime et océanique (ADMO), Tome XXXV, Nantes, 2017 (en préparation).
2. « **Les mers fermées et semi-fermées – l’approche de la France** », co-auteur Pierre Boussaroque, in « Actualité du droit des mers fermées et semi-fermées », Colloque de la SFDI, Bucarest, 30-31 mai 2016, (actes à paraître).
3. « **Entre souveraineté et transnationalité, les défis du droit de la mer** », in *Mer et Océans*, Revue internationale et stratégique, Institut de recherches internationales et stratégiques (IRIS), n°95, automne 2014, p. 111 à 119.
4. « **Les enjeux politiques autour des frontières maritimes** », in *Frontières*, CERISCOPE, SciencesPo - CERI, <http://ceriscope.sciences-po.fr/content/alexandra-bellayer-roille>, 2011, 13 p.
5. « **Légalité de l’arraisonnement d’un navire étranger en haute mer et droits des individus suspectés de narcotrafic** », Cour de cassation, 29 avril 2009 (Ch. crim.) - Navire Junior, Droit maritime français (DMF), novembre 2009, p. 922 à 931.
6. « **La montée en puissance de la lutte contre la piraterie maritime - Sus à l’hostis humani generis !** », Annuaire de droit maritime et océanique (ADMO), tome XXVII, Nantes, 2009, 25 p.
7. « **L’Union européenne et l’action de l’Etat en mer** », Mélanges en hommage aux professeurs Jean-Pierre Beurrier et Yves TASSEL, Annuaire de droit maritime et océanique (ADMO), tome XXVI, Nantes, 2008, p. 81 à 96.
8. « **La lutte contre le narco-trafic en mer caraïbe : une coopération internationale à géométrie variable** », Revue générale de droit international public (RGDIP), éd. Pedone, Paris, n°2, juillet 2007, p. 353 à 388.
9. "**La décentralisation portuaire en Bretagne**", in J.P. Bras et G. Orange (dir.), *Les ports dans l’Acte II de la décentralisation*, GRALE, éd. L’Harmattan, avril 2007, p. 53 à 89.
10. "**Une responsabilisation accrue des différents acteurs du transport maritime européen** », in P. Lorot et J. Guellec (dir.) *Planète Océane - L’Essentiel de la Mer*, Annuaire maritime mondial 2006-2007, éd. Choiseul, 2006, p. 161 à 179.
11. "**La projection des principes dans la PESD ou l’élaboration progressive d’une doctrine d’intervention de l’Union européenne**", in *Le droit de l’Union européenne en principes, Liber Amicorum* en l’honneur du professeur Jean Raux, Centre d’excellence Jean Monnet de Rennes, éd. Apogée, Rennes, 2006, p. 783 à 807.
12. "**Le transport maritime au service d’un rééquilibrage de l’espace communautaire : Réseaux transeuropéens portuaires, intermodalité, cabotage et polycentrisme maritime**", in D. Charles-Le Bihan (dir.), *Les instruments juridiques de l’aménagement du territoire de l’Union européenne*, Presses universitaires de Rennes (PUR), 2004, p. 175 à 192.
13. "**Les réactions juridiques de la CE suite au naufrage du Prestige : étude d’une politique ambitieuse de sécurité maritime**", Annuaire de droit maritime et océanique (ADMO), université de Nantes, Tome XXI, 2003, p. 133 à 184.

14. **"Commentaire de l'arrêt du Tribunal international du droit de la mer du 1^{er} juillet 1999 - Affaire du navire "SAIGA"**, Annuaire de droit maritime et océanique (ADMO), université de Nantes, Tome XIX, 2001, p. 111 à 157.
15. ***Le Transport maritime et les politiques de sécurité de l'Union européenne***, Thèse de Doctorat en droit public, éd. Apogée, Rennes, 2000, 476 p.
16. **"Liberté des mers et concurrence déloyale"**, Revue Accès - Le magazine des portes de l'Europe, Tome I, n° spécial "Expo 98 Lisbonne", juillet 1998.

Colloques / Journées d'études :

1. **« Les principes généraux du droit maritime, ses sources, son évolution »**, Journées de formation continue des magistrats du ressort de la Cour d'appel de Rennes *« Action de l'Etat en mer et intervention judiciaire »*, 17 et 18 octobre 2007, Rennes, 48 p., in DVD de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM), Journées Environnement, 2007.
2. **« Etudes des instruments juridiques internationaux de lutte contre la criminalité maritime »**, colloque Safer Seas 2007, *« Pour des mers plus sûres et plus propres »*, 9 au 12 octobre 2007, Brest, DVD Brest Métropole Océane, 36 p.
3. **« Les Approches volontaires et lutte contre la complaisance maritime »**, in N. Hervé-Fournereau (dir.), *Les Approches volontaires et le droit de l'environnement*, CEDRE-IODE, colloque de Rennes des 8 et 9 mars 2007, Presses universitaires de Rennes (PUR), 2008, p. 219 à 234.
4. **« Vers un rôle accru de l'UE dans la lutte contre les trafics illicites par mer ? Exemples des trafics de migrants et de stupéfiants »**, colloque « L'Union européenne et la mer : vers une politique maritime de l'Union européenne », CEDECE, CEDEM et CEDRE, université de Bretagne occidentale, Brest, 18-19 octobre 2006, in A. Cudennec et G. Guéguen-Hallouet (dir.), *L'Union européenne et la mer*, éd. Pedone, 2007, p. 385 à 404.
5. **« Le contrôle par l'Etat du pavillon : vers des conditions communautaires d'immatriculation (Paquet Erika III) »**, *Fourth european colloquium on maritime law research*, CDMO, université de Nantes, 29 et 30 septembre 2006, Annuaire de droit maritime et océanique (ADMO), Nantes, 2007, p. 225 à 247.
6. **"Les développements récents de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD): quelles perspectives pour la Turquie?"**, 5^{èmes} journées d'études européennes de Galatasaray, Turquie, 21 et 22 octobre 2005, in Beril Dedeoglu et Füsün Türkmen (dir.), *L'Europe-puissance et la Turquie*, éd. L'Harmattan, janvier 2007, p. 67 à 98.
7. **« La politique communautaire de sécurité maritime »**, contribution écrite au colloque *« Safer Seas : pour des mers plus sûres et plus propres »*, Atelier « Sécurité maritime et protection de l'environnement marin : évolutions et perspectives », université de Bretagne occidentale, Brest, 11 au 13 mars 2002, CD Rom, mars 2003.
8. **"Le transport maritime et les politiques de sécurité de l'Union européenne"**, 1^{ères} Rencontres parlementaires européennes sur la sécurité maritime "La sécurité maritime en Europe: un horizon trop lointain?", Parlement européen, Bruxelles, 24 janvier 2002. Publication des actes, Agora Europe, mai 2002, p. 21 à 34.

9. **"Le partenariat stratégique au service de la paix"**, communication lors des Journées d'étude de la CEDECE, "Les relations Afrique-Caraïbe-Pacifique (ACP) / Union européenne (UE) après le modèle de Lomé - Quel partenariat?", 15-16 janvier 2001, université des Antilles et de la Guyane, Schoelcher, Martinique, in D. Perrot (dir.), *Les relations ACP/UE après le modèle de Lomé : quel partenariat ?*, éd. Bruylant, 2007, p. 287 à 312.